



P N
U D

APERÇU RÉGIONAL

ÉTATS ARABES



L'ÉTAT DE L'AMBITION CLIMATIQUE

JUIN 2022

Auteurs : Rebecca Carman et Lisa Baumgartner, PNUD

Analyse des données : Kalyan Keo et Ankit Khanal, PNUD

Conception graphique : JT Quirk

Relecture et contributions techniques : Benjamin Basmaci, Katharina Davis, Cassie Flynn, Yulia Isaeva, Denis Korchunov, Anne Marx Lorenzen, Diana Salvemini, Wahida Shah et Catherine Wong, PNUD.

Clause de non-responsabilité des Nations Unies

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris le Programme des Nations Unies pour le développement, ou des États membres des Nations Unies.

À propos de la Climate Promise du PNUD

La Climate Promise du PNUD est la plus grande offre mondiale de soutien aux CDN, couvrant plus de 120 pays et territoires, représentant 80 pour cent de tous les pays en développement dans le monde – y compris 40 pays les moins avancés, 28 petits États insulaires en développement, et 14 grands émetteurs – pour améliorer leurs contributions déterminées au niveau national dans le cadre de l'accord mondial de Paris. Mise en œuvre en collaboration avec une grande variété de partenaires, il s'agit de l'offre de soutien la plus complète au monde pour le renforcement des engagements climatiques. Pour en savoir plus, rendez-vous sur <https://climatepromise.undp.org/fr> et suivez-nous sur [@UNDPClimate](https://twitter.com/UNDPClimate).

Le PNUD est la principale organisation des Nations Unies qui lutte pour mettre fin à l'injustice de la pauvreté, des inégalités et du changement climatique. En collaboration avec notre vaste réseau d'experts et de partenaires dans 170 pays, nous aidons les nations à élaborer des solutions intégrées et durables au service des personnes et de la planète. Pour en savoir plus, rendez-vous sur undp.org/fr ou suivez-nous sur [@pnudfr](https://twitter.com/pnudfr).

Copyright © PNUD 2022. Tous droits réservés. One United Nations Plaza, New York, NY 10017, États-Unis

Photo de couverture : © PNUD Liban



Supported by:



based on a decision of the German Bundestag



From the People of Japan



Government of Iceland
Ministry for Foreign Affairs



+ UNDP's
Core Donors



© Saeed Moubarak | PNUD Soudan

INTRODUCTION

La région des États arabes compte 394 millions d'habitants répartis dans 19 pays et un territoire¹. Les pays arabes ont réalisé d'importants progrès en matière de développement – notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation – après l'indépendance. Toutefois, pour la plupart des pays, ces progrès ont été entravés par la guerre, des conflits prolongés et une fragilité qui ont entraîné un ralentissement de la croissance économique, une instabilité sociale et des inégalités de niveau de vie. La région est très hétérogène en termes de revenu par habitant; elle comprend quatre pays parmi les moins avancés aux côtés de plusieurs des plus grands producteurs de pétrole et de gaz du monde, et est responsable de 5,41 pour cent des émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES)². De grandes différences existent entre les pays en termes d'accès à une énergie bon marché, fiable, durable et moderne. Depuis des décennies, les subventions, notamment dans le domaine de l'énergie, sont utilisées pour stimuler la croissance et favoriser l'accès à l'énergie, mais elles s'avèrent coûteuses en termes économiques et environnementaux. L'instabilité macroéconomique, le manque de diversification économique, les migrations, les conflits et les risques sécuritaires – associés à l'exclusion économique de larges segments de la population – sont des défis majeurs qui affectent de manière disproportionnée les secteurs les plus vulnérables de la société. Le chômage régional s'élève en moyenne à 10 pour cent – soit

près du double de la moyenne mondiale – et touche de manière démesurée les jeunes, à hauteur de 25 pour cent, et les femmes, qui ne gagnent que 21 pour cent du revenu des hommes³.

Associé à la raréfaction et à la fragilité des ressources naturelles et à la croissance démographique, le changement climatique exacerbe déjà les vulnérabilités environnementales et a un impact sur le développement humain global de la région. Le stress hydrique touche 84 pour cent de la population⁴ et, selon les prévisions, le changement climatique devrait encore réduire les précipitations moyennes et les ressources en eau renouvelables, y compris les eaux souterraines, déjà fortement exploitées dans la région⁵. La situation est aggravée par la diminution des terres arables (plus de 45 pour cent dans plus de la moitié des pays de la région entre 1990 et 2015) et la forte dépendance à l'égard des importations de denrées alimentaires, autant de facteurs dont les effets sont démultipliés pour les personnes les plus vulnérables⁶. En outre, l'augmentation des températures devrait créer des îlots de chaleur urbains⁷.

L'analyse ci-dessous fournit une perspective régionale qui complète et actualise les informations du rapport «Perspectives mondiales 2021 sur les CDN» du PNUD : *L'état de l'ambition climatique*, publié en octobre 2021 (en anglais).

STATUT DE SOUMISSION DES CDN

FIGURE 1

Statut de soumission des CDN dans la région des États arabes, au 15 juin 2022

Ensemble des États arabes
20 au total
(19 pays + 1 territoire)

États arabes couverts par la Climate Promise
(7 au total)

Soumise : 14

Soumise : 7

Attendue : 3

Statut incertain : 3

Le PNUD travaille dans 16 pays et un territoire de la région pour promouvoir le développement durable, la gouvernance démocratique et la consolidation de la paix, ainsi que l'autonomisation des jeunes et des femmes, parallèlement aux efforts de lutte contre le changement climatique. Parmi eux, sept ont été soutenus dans le cadre de la Climate Promise du PNUD pour préparer des CDN de deuxième génération : l'**Irak**, la **Jordanie**, le **Liban**, le **Maroc**, la **Somalie**, le **Soudan** et la **Tunisie**. Tous avaient soumis des CDN révisées au 15 juin 2022, même si la soumission du Soudan était une version provisoire (une version entièrement mise à jour est attendue plus tard cette année).

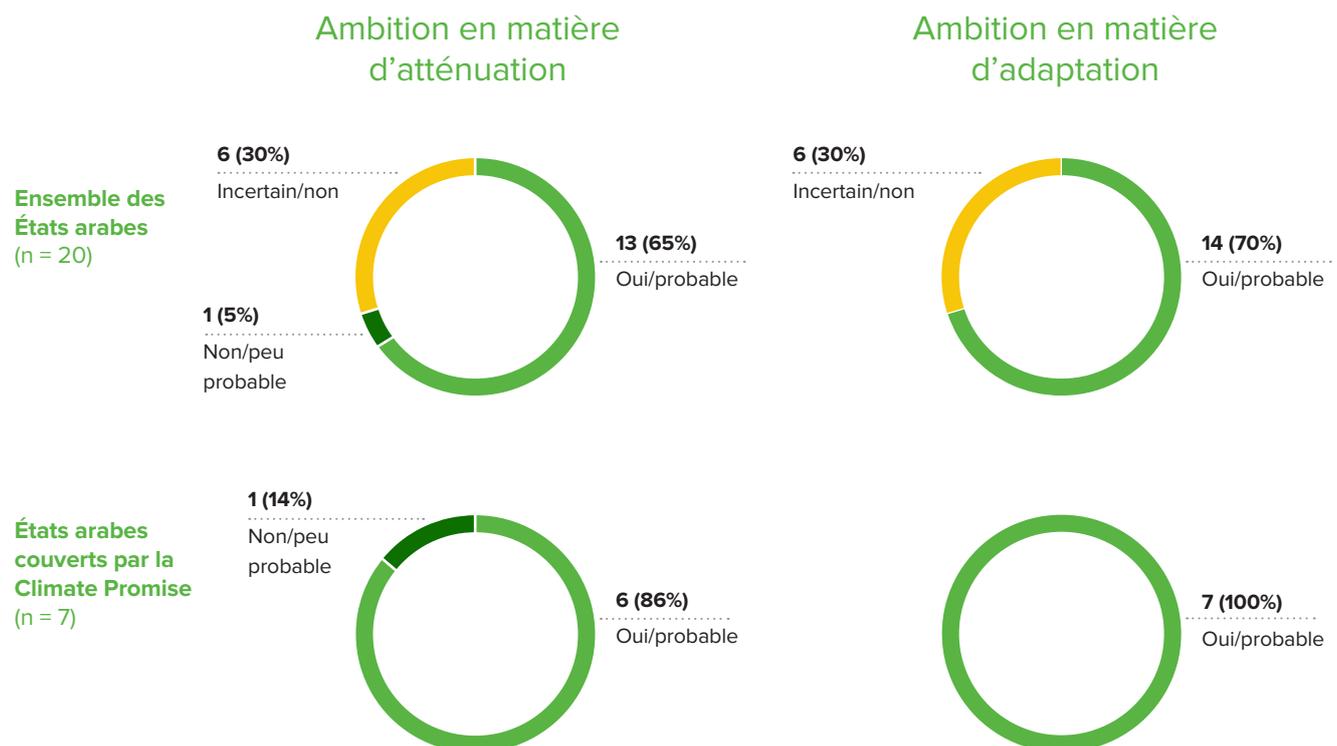
AMBITION PROJÉTÉE DANS LES CDN

Par rapport au reste de la région, les sept pays soutenus dans le cadre de la Climate Promise affichent un niveau d'ambition plus constant (figure 2). Sur les sept, tous ont relevé des ambitions en matière d'adaptation, et la

plupart des CDN révisées représentent une progression par rapport aux CDN initiales de 2015, avec une nette augmentation des ambitions en matière d'atténuation.

FIGURE 2

Intentions de renforcement des ambitions en matière d'atténuation et d'adaptation des CDN en États arabes





© PNUD Égypte

Tous les États arabes soutenus dans le cadre de la Climate Promise qui ont soumis des CDN améliorées ont relevé leurs **ambitions en matière d'atténuation**, soit en renforçant les objectifs de réduction des émissions, soit/ou en ajoutant de nouveaux secteurs d'atténuation ou en élargissant la portée des secteurs figurant dans les CDN initiales (figure 3). Au total (Soudan non inclus), 83 pour cent augmentent la portée des objectifs *inconditionnels* – signalant ainsi leur intention de consacrer des fonds propres à la lutte contre le changement climatique – tandis que 67 pour cent couvrent tous les GES ou en ajoutent de nouveaux.

Les mesures les plus courantes pour **améliorer l'adaptation** choisies par les pays soutenus par la Climate Promise sont de renforcer l'alignement de la CDN sur les plans nationaux d'adaptation (PNA) ou d'autres processus et instruments de planification de l'adaptation et/ou d'élargir le nombre ou la portée des secteurs concernés. En outre, 83 pour cent d'entre eux ont inclus des objectifs d'adaptation plus clairs, tandis qu'une moitié a décidé de renforcer les objectifs de suivi et d'évaluation.

FIGURE 3

Moyens d'atténuation et d'adaptation pour les États arabes couverts par la Climate Promise

Moyens d'atténuation

- 6 (100%) Augmenter les objectifs de réduction des émissions de GES
- 6 (100%) Ajouter de nouveaux secteurs d'atténuation ou élargir la portée dans les secteurs actuels
- 5 (83%) Augmenter la portée des objectifs d'atténuation inconditionnels
- 4 (67%) Couvrir tous les GES ou inclure de nouveaux GES, y compris les SLCP

Moyens d'adaptation

- 6 (100%) Alignement sur le PNA ou d'autres processus ou instruments de planification de l'adaptation
- 6 (100%) Augmenter la couverture ou la portée sectorielle de l'adaptation dans les secteurs actuels
- 5 (83%) Inclure des objectifs clairs en matière d'adaptation conformément à l'Accord de Paris, notamment sous la forme de communications sur l'adaptation
- 3 (50%) Inclure des objectifs quantitatifs ou qualitatifs et des dispositions pour un système de suivi et d'évaluation

A man wearing a white thobe and a red ghutra is tending to rows of green plants in a large, arched greenhouse. The structure is made of metal frames and covered with a translucent material. The background shows a clear blue sky and some dry vegetation outside the greenhouse.

Irak

TROQUER LE PÉTROLE POUR DES SOLUTIONS À FAIBLE ÉMISSION DE CARBONE

Le PNUD a soutenu le renforcement des capacités du Centre national du changement climatique sous l'égide du ministère de l'Environnement afin de soutenir l'amélioration de la CDN du pays. Grâce à l'appui de la Climate Promise, l'Irak a obtenu un soutien politique de haut niveau pour relever le niveau d'ambition de sa CDN et accélérer la transition vers un avenir à faible émission de carbone à partir de son économie actuelle fondée sur l'exportation de pétrole. Dans sa nouvelle CDN, l'Irak a augmenté de 2 pour cent son objectif conditionnel d'atténuation, qui passe de 13 à 15 pour cent d'ici à 2030 par rapport au scénario du statu quo, et de 1 à 2 pour cent son objectif inconditionnel. La nouvelle CDN propose d'installer 12 gigawatts d'énergies renouvelables à l'échelle des services publics d'électricité, notamment grâce à des investissements du secteur privé, ce qui constituerait une base solide pour libéraliser et transformer le secteur de l'électricité. Pour soutenir davantage la transition vers une économie à faible émission de carbone, l'Irak entreprend une nouvelle programmation à grande échelle sur les villes à faible émission de carbone avec le soutien du PNUD. Pour atteindre les objectifs d'atténuation de la CDN, un investissement de 100 milliards de dollars US est nécessaire.

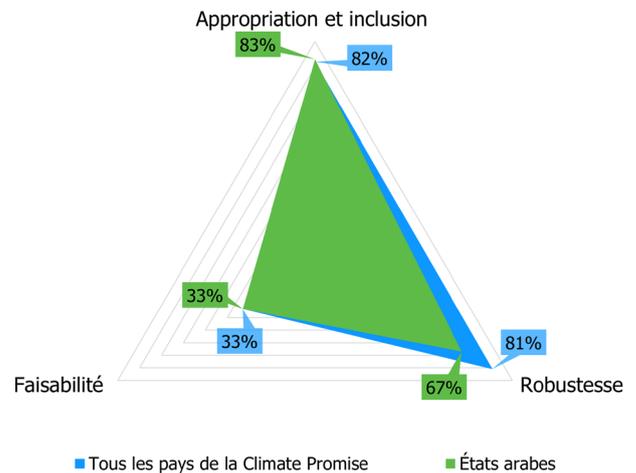
La qualité d'une CDN est sans doute aussi importante que son ambition. Les CDN de meilleure qualité ont plus de chances de mener à une mise en œuvre fructueuse et démontrent l'intention du gouvernement de se porter garant de la transformation des promesses en actions. Dans le cadre de la Climate Promise, le PNUD a élaboré une liste de contrôle de la qualité qui permet aux gouvernements et/ou à d'autres experts d'examiner systématiquement les possibilités d'améliorer la qualité des CDN en fonction de trois dimensions : i) robustesse, ii) faisabilité, et iii) appropriation et inclusion. À l'aide de cette liste de contrôle, le PNUD a entrepris une analyse approfondie des CDN de deuxième génération soumises par les pays soutenus par la Climate Promise, en attribuant une note aux CDN en fonction du nombre de critères remplis⁸.

Comme le montre la figure 4, la région des États arabes a obtenu un score légèrement supérieur pour la dimension qualitative de l'appropriation et de l'inclusion (83 pour cent), par rapport à la moyenne mondiale de 82 pour cent. Toutefois, la robustesse des CDN était beaucoup plus faible (67 pour cent) que la moyenne mondiale (81 pour cent), et la note moyenne de faisabilité des CDN était faible, à 33 pour cent – bien que comparable à la moyenne mondiale, qui est également de 33 pour cent.

Les niveaux plus élevés d'appropriation et d'inclusion n'ont pas été synonymes d'une plus grande ambition, même s'il existe une corrélation positive entre le niveau d'ambition des CDN dans la région et l'étendue des efforts d'inclusion au

FIGURE 4

Évaluation des CDN soumises et ayant bénéficié d'un soutien de la Climate Promise en fonction de trois dimensions de qualité : États arabes et moyenne mondiale

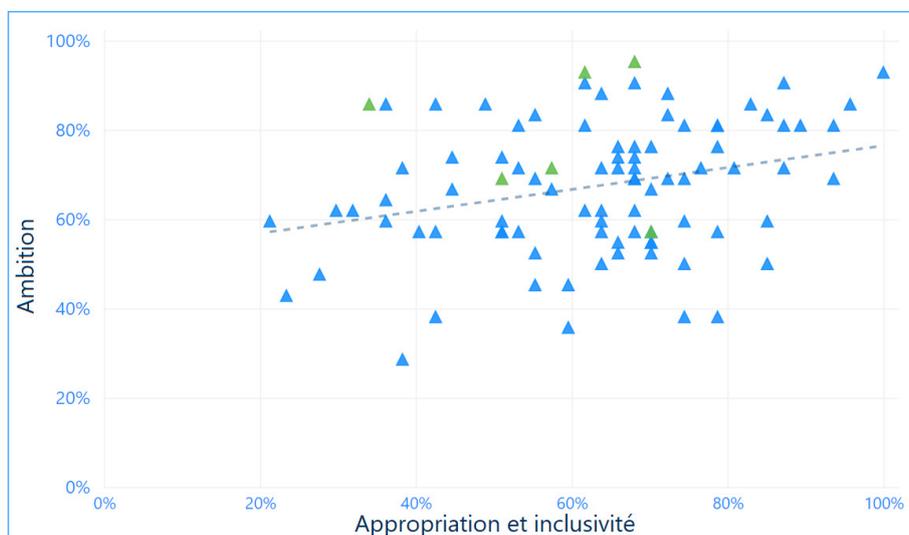


Source : Analyse du PNUD

cours du processus de révision (figure 5). Sur la base de nos données, la tendance générale est que les pays les plus inclusifs adoptent une approche globale de la société dans leur processus de révision des CDN, ce qui tend à conduire à des contributions plus fortes et plus ambitieuses. Toutefois, ce n'est pas toujours le cas, notamment dans les pays où la volonté politique de haut niveau fait défaut ou lorsque les circonstances économiques nationales ou les crises politiques peuvent créer des goulots d'étranglement.

FIGURE 5

Correspondance entre l'ambition des CDN et les approches inclusives : États arabes et moyenne mondiale



Source : Analyse du PNUD. Remarque : Les triangles verts représentent les 6 pays soutenus dans le cadre de la Climate Promise qui ont fait l'objet d'une revue pour le contrôle de la qualité de leur CDN.

PRÉPARATION À LA MISE EN ŒUVRE DES CDN

En 2019, le PNUD a défini et commencé à appliquer sept «éléments constitutifs» pour une mise en œuvre efficace des CDN, qui sont basés sur l'expérience du PNUD et les enseignements tirés du soutien apporté aux pays

tout au long du cycle des CDN⁹. La figure 6 compare les progrès réalisés dans la région par rapport à la moyenne mondiale (triangles).

FIGURE 6

Progrès des systèmes clés et de l'architecture : États arabes et moyenne mondiale



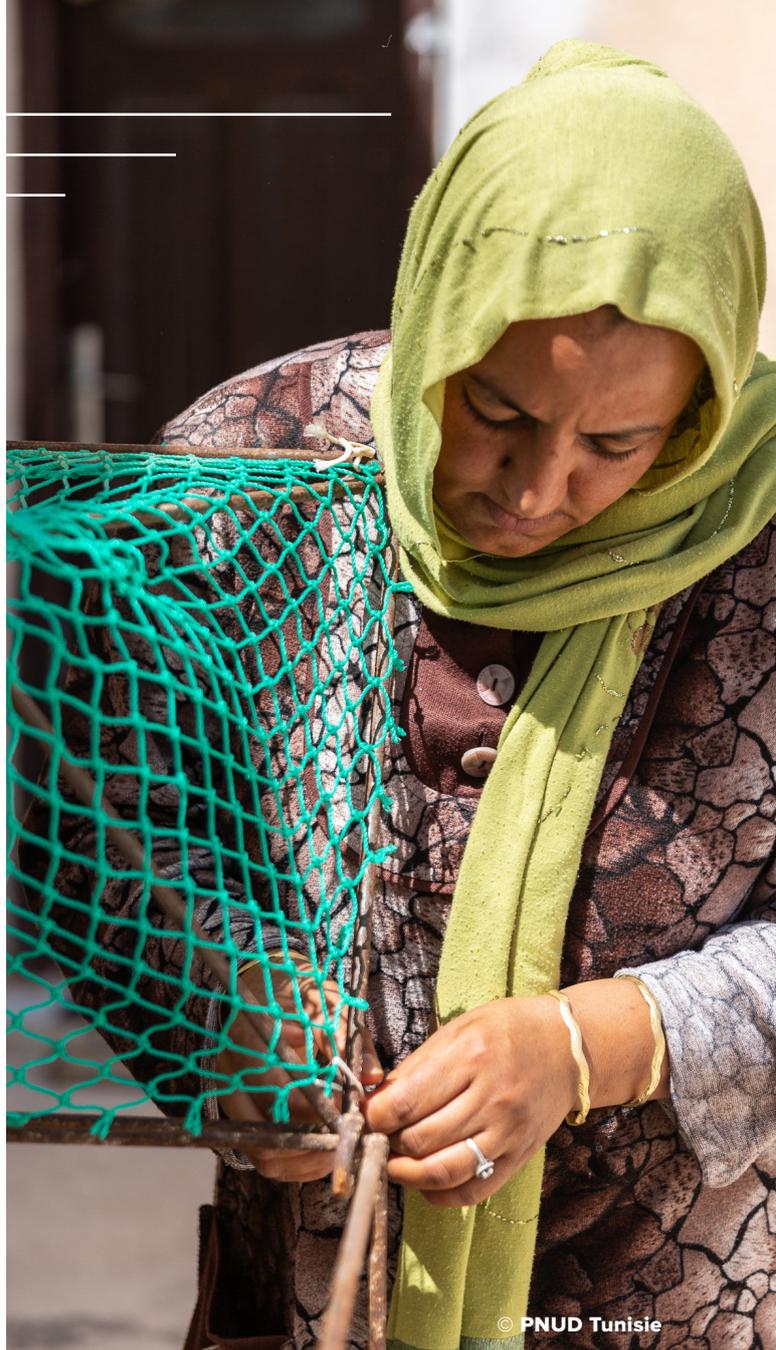
Source : Analyse du PNUD, 2021. n = 6 pour les réponses provenant d'États arabes. Les moyennes mondiales sont indiquées dans les triangles.

Les progrès régionaux dans la mise en place des «éléments constitutifs» fondamentaux de la mise en œuvre des CDN marquent, dans la plupart des cas, un retard par rapport aux résultats globaux agrégés rapportés par 122 pays, bien que l'analyse se fonde sur un petit échantillon.

- En termes de **coordination interministérielle et de mécanismes d'engagement des parties prenantes pour la mise en œuvre des CDN**, 91 pour cent des pays disposent de ces deux types de mécanismes, contre 67 pour cent à l'échelle mondiale, mais seuls 72 pour cent des États arabes ont mis en place une **stratégie de mise en œuvre de la CDN** ou sont en train d'en élaborer une, contre 84 pour cent au niveau mondial.
- En ce qui concerne l'**intégration**, la région est légèrement en avance sur les efforts mondiaux au niveau sectoriel, où 45 pour cent des pays ont accompli cette tâche (contre 39 pour cent au niveau mondial), mais elle est à la traîne en ce qui concerne l'intégration au niveau *national* (30 pour cent au niveau régional contre 37 pour cent en moyenne au niveau mondial) et *infranational* (20 pour cent contre 24 pour cent).
- Bien que les États arabes soient plus avancés dans l'élaboration de **stratégies de financement des CDN** (27 pour cent contre 15 pour cent à l'échelle mondiale), la région est à la traîne par rapport à la moyenne mondiale en ce qui concerne la **mobilisation des financements**, avec 45 pour cent d'accès aux financements publics (contre 61 pour cent à l'échelle mondiale) et 9 pour cent d'accès aux financements privés (contre 21 pour cent à l'échelle mondiale). La région accuse également un retard dans la **mise en œuvre des mesures d'atténuation et d'adaptation**.
- En ce qui concerne la **transparence**, tous les pays doivent progresser, car aucun d'entre eux n'a mis en place un système MNV (mesures, notification et vérification) complet et 18 pour cent n'ont pas encore commencé ce travail (contre 8 pour cent au niveau mondial).

Besoins de soutien identifiés par les États arabes soutenus par la Climate Promise

Les résultats de l'enquête sur la mise en œuvre des CDN (figure 6) sont fortement alignés sur les besoins de soutien futurs identifiés par les pays de la région couverts par la Climate Promise¹⁰. Le soutien à l'accès au financement est une priorité élevée, citée par 71 pour cent des pays.



Plus précisément, le Soudan a besoin d'un soutien pour développer une stratégie de mobilisation des ressources, le Maroc recherche des options d'investissement pour la partie conditionnelle de sa CDN, et la Tunisie veut établir des mécanismes institutionnels pour améliorer la mobilisation et l'efficacité du financement de la lutte contre le changement climatique. Le renforcement de la transparence a également été relevé par plusieurs pays, notamment l'Irak, qui cherche à obtenir un soutien pour quantifier les émissions de GES des projets d'atténuation, et la Somalie, qui souhaite mettre en place un système MNV national et renforcer le dispositif institutionnel avec des infrastructures et des ressources humaines adéquates pour assurer le suivi des actions climatiques. Enfin, quelques pays ont souligné des lacunes en matière d'intégration, notamment le Liban, qui souhaite dissocier les objectifs conditionnels et inconditionnels pour une meilleure intégration.

Somalie

UNE AMBITION ANCRÉE DANS LA RELANCE VERTE

La Somalie a considérablement renforcé ses ambitions, passant d'une première CDN limitée à l'action à une CDN dont l'objectif est de réduire les émissions de 30 pour cent par rapport au scénario du statu quo d'ici à 2030, sous réserve du soutien international public et privé. Pour ce faire, la Somalie a élargi le nombre de gaz et de secteurs couverts dans sa nouvelle CDN, avec des objectifs quantifiables pour cinq secteurs clés (agriculture, énergie, sylviculture, transports, déchets). La CDN de la Somalie reconnaît également l'importance de l'adaptation et prévoit des actions d'adaptation détaillées qui s'alignent sur les priorités de la relance verte. Une série de nouvelles initiatives d'adaptation au climat lancées avec le soutien du PNUD, notamment le renforcement de la planification de l'adaptation, permettront à la Somalie de passer de l'amélioration de la CDN à sa mise en œuvre.

POINTS FORTS DU SOUTIEN APPORTÉ PAR LA CLIMATE PROMISE À CE JOUR

Finance et investissement

Deux pays ont réalisé des évaluations pour alimenter les cadres budgétaires et financiers publics et élaborer des stratégies de financement, tandis qu'un autre sensibilise et plaide en faveur de l'investissement climatique, en particulier auprès du secteur privé, pour financer la mise en œuvre de la CDN. Au **Maroc**, une formation a été organisée en septembre 2021 pour le secteur financier sur les instruments de financement de l'action climatique, attirant des participants de banques commerciales, de la Banque du Maroc, de la Bourse de Casablanca et du Fonds communal.

Politiques, institutions et renforcement des capacités

S'agissant de la définition d'objectifs sectoriels, six pays ont fait état de progrès dans l'évaluation et l'analyse des données de base et des scénarios, la révision des objectifs et les mises à jour dans les secteurs prioritaires des CDN. La **Jordanie** a entrepris une analyse pour déterminer l'état de la mise en œuvre de la CDN 2015 et mieux comprendre les obstacles qui entravent les progrès. L'exercice a été mené par la Royal Scientific Society, une institution scientifique multidisciplinaire non gouvernementale indépendante établie par une charte

royale, qui a ensuite formulé des recommandations pour de nouveaux objectifs de CDN.

Appropriation sociétale et inclusivité

Les sept États arabes participant à la Climate Promise ont soumis des CDN intégrant la dimension de genre, et deux d'entre eux ont élaboré des outils d'orientation pour soutenir l'intégration de la dimension de genre dans l'action climatique. La CDN améliorée de la **Tunisie**, soumise en octobre 2021, s'est avérée être un modèle dans la région en matière de sensibilité au genre, cette thématique étant incluse dans l'un des trois domaines transversaux de la CDN révisée. Par exemple, la Tunisie a articulé ses ambitions en matière d'adaptation autour d'une «étoile de la résilience» qui englobe cinq domaines : alimentation, eau, société, territoire et économie. Il est important de noter que s'agissant des aspects sociaux, dix domaines prioritaires ont été identifiés, tous comprenant de nombreuses mesures qui traitent directement de l'égalité des sexes et ciblent les femmes. Une formation destinée aux organisations non gouvernementales tunisiennes qui travaillent sur les écosystèmes côtiers leur a fourni une approche méthodologique et des outils pratiques pour intégrer le genre dans la conception des projets d'adaptation.





Liban

UN ENGAGEMENT AMBITIEUX MALGRÉ LE CONTEXTE DE CRISE

Malgré un cocktail de troubles politiques, économiques et humanitaires, le Liban a soumis une proposition plus ambitieuse de CDN qui comprend des objectifs renforcés en matière de GES et d'énergies renouvelables. Il s'est engagé à augmenter son objectif de réduction des émissions de GES par rapport au scénario BAU de 15 pour cent à 20 pour cent (objectif inconditionnel) et de 30 pour cent à 31 pour cent (objectif conditionnel). En outre, le Liban s'est engagé à produire sans condition 18 pour cent de son énergie (c'est-à-dire de sa demande d'électricité) et 11 pour cent de sa demande de chaleur (dans le secteur du bâtiment) à partir de sources d'énergie renouvelable d'ici 2030, contre 15 pour cent en 2015. Grâce à la Climate Promise, le Liban a réalisé une analyse de la résistance au changement climatique des plans de développement nationaux, ce qui a permis de s'assurer que les émissions de carbone n'étaient pas «verrouillées» et que la résilience des investissements était préservée. L'exercice d'évaluation de l'impact sur le climat a constitué une première étape importante vers la mise en œuvre de la CDN, en mettant en évidence les avantages économiques et sociétaux de l'action climatique en termes financiers.

En tant qu'hôte de la COP27 et de la COP28, la région des États arabes sera témoin de l'accent mis sur l'accélération de la mise en œuvre des CDN. Il s'agit notamment d'augmenter les financements pour faire avancer la transition énergétique et connecter la région aux mécanismes des marchés émergents, tout en abordant le lien entre le changement climatique et la sécurité avec des systèmes alimentaires et d'eau résilients au climat.

Sécurité climatique : la région compte 14 des 20 pays les plus touchés par le stress hydrique¹¹, et les projections montrent que la disponibilité de l'eau et la productivité agricole pourraient encore diminuer de 30 pour cent d'ici 2050 en raison du changement climatique¹². Plus de 40 pour cent de la population de la région est déjà exposée à la sécheresse et aux catastrophes d'origine climatique¹³. Le changement climatique agit comme un multiplicateur de risques, augmentant potentiellement le risque de conflit et de déplacement dans la région, à mesure que les tensions s'accroissent pour le partage de l'accès à des ressources naturelles de plus en plus rares. Le renforcement de la résilience climatique et des efforts d'adaptation est une priorité essentielle pour la région. Ainsi, des réponses intégrées au niveau politique pour lutter contre le changement climatique, la prévention des conflits et le maintien de la paix, associées à une coordination entre les secteurs et à une forte capacité gouvernementale sont nécessaires pour soutenir le renforcement de la résilience nationale au changement climatique. Au niveau infranational, il est essentiel

d'introduire des mesures d'adaptation pour renforcer la sécurité alimentaire et hydrique sur le terrain afin d'améliorer la résilience climatique des communautés locales.

Relance verte : de nombreux pays de la région sont confrontés à une instabilité économique, sociale et politique croissante, parallèlement à l'émergence de catastrophes climatiques. La priorité est d'intégrer l'adaptation au climat dans la relance des secteurs économiques clés, afin de mieux reconstruire et de garantir la pérennité des résultats face aux futurs chocs climatiques. Les solutions climatiques doivent être intégrées dans la relance de l'agriculture, des micro et moyennes entreprises, du tourisme et des infrastructures, ainsi que dans d'autres secteurs qui sont au cœur des besoins de relance économique tout en étant très vulnérables aux risques climatiques.

Villes à faible émission de carbone : plus de 65 pour cent¹⁴ de la population arabe vit dans des villes et, d'ici 2050, on estime que les populations urbaines vont doubler de taille¹⁵. Une planification urbaine rigoureuse est nécessaire pour faire face à la croissance continue des villes tout en prenant en compte les impacts de la hausse des températures. La priorité réside dans le développement des capacités des villes, l'accent étant mis sur l'efficacité énergétique des bâtiments, des transports, des systèmes de chauffage et de climatisation urbains, ainsi que sur le déploiement de technologies visant à promouvoir les utilisations productives des énergies renouvelables pour les secteurs économiques et les ménages.





© PNUD Égypte

Energies renouvelables : les pays arabes se concentrent de plus en plus sur l'expansion de la production d'énergie renouvelable – une étape importante pour une région qui abrite les niveaux les plus élevés de rayonnement solaire au monde. Si la région a multiplié par 10 ses capacités solaires et éoliennes entre 2008 et 2018¹⁶, il reste encore beaucoup à faire pour développer les énergies renouvelables, notamment par le biais de partenariats avec le secteur privé. Grâce aux plans d'action nationaux en matière d'énergies renouvelables et aux processus liés aux CDN, des objectifs plus ambitieux et des politiques innovantes sont désormais considérés comme une base pour attirer les investissements privés, réformer les subventions à l'énergie, créer des institutions et des fonds nationaux pour les énergies renouvelables et expérimenter des zones de développement des énergies renouvelables. L'objectif régional cumulé de production d'énergie renouvelable d'ici 2035 s'élève désormais à 190 GW, soit une multiplication par 26 par rapport aux niveaux de 2018¹⁷. La réalisation de cette vision nécessitera un environnement favorable solide au niveau national, notamment des politiques améliorées qui réduisent ou transfèrent les risques pour les investisseurs. Il existe un déficit de capacité pour faire progresser les innovations afin d'atteindre les objectifs d'une relance verte et d'intensifier les résultats en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique dans la région.

La priorité sera de répondre aux besoins énergétiques du nombre important et croissant de communautés pauvres et déplacées dans la région, en développant des solutions énergétiques durables décentralisées qui contribuent également à réduire la pauvreté et à créer des opportunités d'emplois verts.

Financement de la lutte contre le changement

climatique : en tant que zone à risque sur le plan climatique, la planification d'un développement résilient au climat et à faible émission de carbone et le financement du climat sont une priorité absolue dans la région des États arabes. Le montant total requis pour la mise en œuvre des CDN est d'environ 600 milliards de dollars US d'ici 2030¹⁸. Une priorité essentielle pour l'avenir de la région sera d'accroître les financements innovants en faveur du climat, tant pour l'atténuation que pour l'adaptation, et de veiller à ce que ces financements aillent directement aux communautés pauvres et vulnérables, soient mis en œuvre par elles et bénéficient à ces dernières en tant qu'agents actifs du changement. La mobilisation des investissements climatiques en faveur de projets verts présentant des avantages pour le développement nécessitera la mise en place d'approches de réduction des risques offrant des incitations aux investisseurs privés, ainsi que la mise en œuvre d'instruments financiers innovants et de nouvelles formes de partenariats.



NOTES

- 1 Algérie, Bahreïn, Djibouti, Égypte, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Libye, Maroc, Oman, Territoire palestinien occupé, Qatar, Arabie saoudite, Somalie, Soudan, République arabe syrienne, Tunisie, Émirats arabes unis et Yémen.
- 2 Sur la base des données 2018 de Climate Watch (CAIT), notamment sur l'utilisation des terres, le changement d'affectation des terres et le secteur forestier.
- 3 PNUD, 2019. Arab Human Development Report Research Paper: [Leaving No-One Behind. Towards Inclusive Citizenship in Arab Countries.](#) (en anglais)
- 4 Ibid.
- 5 GIEC 2022. Groupe de travail 2 du sixième rapport d'évaluation. [Fiche d'information — Afrique.](#) [Fiche d'information — Asie.](#) (en anglais)
- 6 PNUD, 2019. Arab Human Development Report Research Paper: [Leaving No-One Behind. Towards Inclusive Citizenship in Arab Countries.](#) (en anglais)
- 7 IEC 2022. Groupe de travail 2 du sixième rapport d'évaluation. [Fiche d'information — Afrique.](#) [Fiche d'information — Asie.](#) (en anglais)
- 8 Les résultats mondiaux ont été publiés pour la première fois dans le rapport du PNUD intitulé L'état de l'ambition climatique (2021) avec des données provenant de 67 pays. Ces informations ont été mises à jour pour inclure les données de 96 des 99 CDN soumises (au 15 juin 2022) par les pays soutenus par la Climate Promise. Trois pays ayant soumis des CDN provisoires n'ont pas été inclus dans cette mise à jour. Pour des informations plus détaillées sur la méthodologie utilisée, veuillez vous référer au rapport 2021.
- 9 Une enquête du PNUD sur la préparation à la mise en œuvre des CDN a obtenu 133 réponses de pays en développement en 2019 et 122 réponses en 2021. Les données de 2021 comprenaient les réponses de six des sept États arabes soutenus par la Climate Promise.
- 10 Les données proviennent des pays de la Climate Promise qui ont répondu à une question portant sur les besoins d'appui futurs dans leurs rapports du quatrième trimestre 2021
- 11 PNUD, 2013. [Water Governance in the Arab Region: Managing Scarcity and Securing the Future report.](#) (en anglais)
- 12 PNUD, 2018. [Climate Change Adaptation in the Arab States: Best practices and lessons learned.](#) (en anglais)
- 13 The International Policy Centre for Inclusive Growth, Koday, K., 2017. [Social protection after the Arab Spring.](#) Volume 14, numéro 3, décembre. (en anglais)
- 14 World Bank, 2021. [Urban population- Middle East & North Africa.](#) (en anglais)
- 15 World Bank, 2020. [Urban Development.](#) (en anglais)
- 16 PNUD et Centre régional pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, 2019. [Arab Future Energy Index \(AFEX\) 2019.](#) (en anglais)
- 17 Ibid.
- 18 Selon l'analyse de toutes les CDN soumises par les pays de la région (chiffre approximatif).



Programme des Nations Unies pour le Développement

1 UN Plaza
New York, NY 10017, USA

climatepromise.undp.org/fr
[@UNDPClimate](https://twitter.com/UNDPClimate)

undp.org/fr
[@pnudfr](https://twitter.com/pnudfr)